

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATAHITI 25. — N° 23.

## TE VEA NO TAIIHII.

Mahana pa 9 Iuna 1876.

PRIX DE L'ABONNEMENT / payable d'avance:/  
Un an . . . . . F. 12.  
Six mois . . . . . 6.  
Trois mois . . . . . 3.  
Un numéro . . . . . 10 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser  
à l'ÉMISSEUR DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES / au comptaient/  
Annonce simple . . . . . 25 centimes  
Annonce double . . . . . 50 centimes  
Les annonces réservées ne paient la moitié de la  
première insertion.

### SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Note sur l'ordre de nomination. — Partie non officielle. — Note sur l'église des chevaux. — Tribunal criminel. — Les abeilles. — Mouvement du port. — Bouvement commercial. — Announces. — Observations météorologiques.

### PARTIE OFFICIELLE

Par décision de l'ordonnateur en date du 31 juillet courant, M. Nietsch, adjudicataire de la marine, a été appelé à prendre la direction du détail des substaances, en remplacement de M. Gavaud, officier du même grade.

#### Arrêté de cassation.

Ferra a Tenuakau, v. contre Matihii a Pau 1.

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire de la République,

Statuant conformément aux articles 38 de la loi du 30 novembre 1855 et 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoi formé, le 22 février 1874, par la dame Faara a Temaharo, veuve Paosa, contre un arrêt de la haute-cour tahitienne, en date du 26 janvier même année, rendu entre elle et le sieur Malirai a Pulin; ledit pourvoi relevant quatre motifs de cassation, déduits dans une requête explicative versée dans dossier :

Considérant, sur les moyens tirés de l'infraction des dispositions de l'article 51 de la loi du 30 novembre 1855, que si cet arrêt indique une peine de nullité de la procédure, les anomalies qu'il présente n'eurent pas l'audition des témoins, il est cependant plus qu'à peu près une obligation à la cour de ne baser ses conclusions que sur les dépositions des témoins, et, conséquemment, de ce que cette procédure fut sans motif dehors des témoignages reçus, notamment dans un rapport dressé par une commission choisie par elle-même, que celle-ci fut nommée sans être dépourvue de ses membres, ou que au moins deux d'entre eux furent cause d'nullité contre l'arrêt;

Considérant, sur le troisième moyen tiré de l'infraction des dispositions de l'article 646 du Code civil, que l'arrêt fut rendu sans avoir contraincu la nullité de l'arrêt précédent, lequel n'est conforme d'ailleurs aux prescriptions légales portant que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens;

Considérant, sur le quatrième moyen, qu'il n'appartient pas à la cour de cassation de se livrer à l'interprétation de l'arrêt du 26 janvier 1874, et que les juges ne peuvent pas le faire interpréter, devant-les juridictions de laquelle il émane, mais que, dans aucun cas, la question ainsi soulevée ne saurait être tranchée par la cour souveraine;

Par ces motifs,

Rejetons le pourvoi formé par la dame Faara a Temaharo, veuve Paosa, contre l'arrêt susmentionné, et disons que l'amende consignée sera confiée au profit des caisses indigènes.

Papeete, le 27 mai 1876.

L. MICHAUX.

Testerachri Tehuata i

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Statuant conformément aux articles 38 de la loi du 30 novembre 1855 et 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoi formé, le 15 juillet 1874, par le sieur Taneleorohi a Tefatau, déme-

rant à Teauhopoo, contre un arrêt de la haute-cour tahitienne du 22 mai de l'année susmentionnée entre lui et le

sieur Nietsch a Tefatau.

Le dit pourvoi fondé sur ce que la haute-cour tahitienne aurait confirmé une décision du conseil du district de Teauhopoo qui a statué sur la propriété de la terre Vaivau et Paopao, qui déjà aurait été en l'anncie 1857 à l'origine de la propriété de Teauhopoo.

Attendu que le sieur Taneleorohi a Tefatau, requis de représenter l'exécutif de la décision judiciaire qu'il présentait avoir été rendue en l'anncie 1857, n'a pas été admis.

Attendu que c'est avec raison que le conseil du district de Teauhopoo ainsi que la haute-cour a pas tenu compte des allégations dudit sieur Taneleorohi qui n'avaient bâties sur aucun document écrit.

Attendu, au surplus, que l'arrêt contesté qui a été rendu le 15 juillet 1874, était tenu par les juges des districts des régularités sur lesquelles ils inscrivraient les décisions.

Qu'il est donc évident, qu'aujourd'hui on ne puisse trouver trace de cette pièce ; qu'en conséquence il convient de considérer les moyens proposés par le demandeur contre l'arrêt rendu par la haute-cour tahitienne le 22 mai 1874.

Par ces motifs,

Rejetons le pourvoi formé contre ledit arrêt par le sieur Taneleorohi a Tefatau, et disons que l'amende consignée sera confiée à l'ordre.

Papeete, le 27 mai 1876.

L. MICHAUX.

Francais 4. contre Taneleorohi a Tefatau.

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Statuant conformément aux articles 38 de la loi du 30 novembre 1855 et 6 de la loi du 28 mars 1866, sur le pourvoi formé, le 7 août 1874, par le sieur Paaua, contre un arrêt de la haute-cour tahitienne, en date du 21 juillet 1874, rendu entre lui et le sieur Tariari a Paitau ;

Le dit pourvoi fondé sur ce que la contestation, qui a été réglée par l'arrêt attaqué, aurait déjà été jugée en l'anncie 1857.

Considérant que le sieur Paaua ait que l'arrêt de la haute-cour tahitienne du 22 juillet 1874 a été rendu alors que déjà la même juridiction avait entériné les mêmes parties, en 1857, la partie de la prétendue terre Tefatau a Tefatau et Aitihau, mais que cette décision n'a pas été inscrite sur les registres du greffe de la haute-cour tahitienne ;

Attendu que le sieur Paaua ait que l'arrêt attaqué, qui a été rendu fin de son recours qu'il fallait proposer aux juges du fond ;

Considérant, en outre, qu'aucun moyen de nullité n'est proposé contre l'arrêt rendu le 27 juillet 1874, par le sieur Paaua, contre l'arrêt de l'affaire dont il ne permet d'en constater aucun ;

Attendu que, dès l'anncie 1849, les arrêts de la haute-cour tahitienne sont toujours inscrits sur les registres généraux ;

Qu'on ne saurait s'expliquer l'absence d'avis de greffe de toutes pièces concernant ladite contestation ;

Par ces motifs,

Rejetons le pourvoi formé par le sieur Paaua contre ledit arrêt, et disons que l'amende consignée sera confiée au profit des caisses indigènes.

Papeete, le 27 mai 1876.

L. MICHAUX.

Mahepa pa 9 Iuna 1876.

Le sieur Nietsch a Tefatau.

Le sieur Nietsch a





